

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 15 MAI 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

EDITORIAL
L'ÉTAT FRANÇAIS
MENTEUR RACISTE ET
COLONIALISTE !

MARTINIQUE
LA LUTTE CONTINUE POUR
LE PAIEMENT DES JOURS
DE GRÈVE

MARTINIQUE
SUSPENSION DE LA
GRÈVE A L'EDF MARTI-
NIQUE

La lutte des travailleurs de l'EDF-Guadeloupe et Martinique, vient de mettre en évidence, une fois de plus, la situation coloniale qui est celle des soi-disant DOM.

Les travailleurs des centres EDF revendiquent en effet l'application du statut appliqué en France aux travailleurs de l'EDF.

En effet depuis maintenant près de deux ans les sociétés d'électricité de Guadeloupe et Martinique ont été nationalisées. Elles sont désormais intégrées au sein de l'EDF. Et cela s'est fait à grand renfort de propagande. On n'avait pas de mots trop forts pour vanter la départementalisation économique qui avançait ainsi d'un grand pas.

Or, tout comme le gouvernement vante les mérites de l'assimilation alors qu'il refuse d'appliquer les lois sociales en vigueur en France, il refuse aux travailleurs de l'EDF le bénéfice des mêmes droits que leurs collègues français.

Il s'agit bien d'une attitude colonialiste et raciste du pouvoir.

Le gouvernement français cherche à bercer les Antillais et les autres colonisés des DOM-TOM de belles paroles pour les tromper. Pendant ce temps, il met en place avec rigueur des mesures qui lui permettent de contrôler la situation dans ces pays et de briser tout mouvement de revendication nationale. Il fait partir en France la jeunesse de ces pays et dans le même temps, il favorise l'entrée de milliers d'originaires de France qui eux n'ont aucun mal à trouver un emploi.

Dans toutes les entreprises les postes réclamant une responsabilité quelconque sont occupés par des Français. Dans les administrations et les services publics, là aussi le gouvernement délibérément refuse des postes aux Antillais et y nomme des employés venus de France.

Tout cela n'a pas d'autre nom que COLONIALISME et RACISME.

La lutte contre cette politique doit s'organiser. Les travailleurs antillais doivent exiger d'avoir du travail ici-même et exiger que la formation nécessaire leur soit donnée pour occuper tous les postes de travail existants dans leur pays, quel qu'en soit le niveau.

Il est temps qu'un mouvement d'opposition vigoureux s'organise pour mettre un frein à cette politique coloniale.

Il est temps de mettre le gouvernement français au pied du mur et d'exiger

Les travailleurs du bâtiment ont, jeudi, montré qu'ils n'étaient nullement décidés à reprendre le travail sans avoir tout tenté pour obliger les patrons à leur donner satisfaction sur le dernier point encore en discussion.

En effet, durant une grande partie de la journée, les grévistes ont séquestré des patrons du bâtiment au siège de la direction de l'emploi.

Vers les quatre heures, la police est venue sur les lieux et les grévistes ont relâché les patrons.

Ceux-ci ne sont toujours pas décidés à payer les jours de grève. Ils proposent simplement une avance de mille francs remboursables donc.

Mais, à l'assemblée de jeudi soir, de nombreux travailleurs sont intervenus pour dire que la grève doit continuer jusqu'à ce que les jours de grève soient effectivement payés.

Jusqu'à jeudi donc la lutte du bâtiment continuait.

Une assemblée générale devait se tenir vendredi dont nous n'avons pas encore les résultats.

Les travailleurs de l'EDF Martinique après un peu plus d'une semaine de grève ont décidé de suspendre leur mouvement pour faire le point avec l'EDF-Guadeloupe et Guyane.

Ces travailleurs, on s'en souvient, revendiquaient l'application du statut des employés de l'EDF appliqué en France. Cela leur est refusé. De même que la conservation des avantages acquis par leurs luttes.

La situation qui leur est proposée par la direction de l'EDF est pour eux inadmissible. En effet ils seraient à la fois écartés des avantages existants en France et en même temps ils perdraient les avantages qu'ils avaient ici déjà. La nationalisation n'aura donc apporté aucun avantage, ni pour les consommateurs, ni pour les travailleurs de l'EDF.

Mais le pouvoir a tort de croire qu'il s'en tirera à bon compte.

Car si la suspension de la grève a bien été votée, il reste que de nombreux travailleurs pensent que c'est en reprenant la grève qu'ils obtiendront satisfaction.

GRAND-BOURG Marie Galante

LA GRÈVE DES ÉLÈVES DU C.E.T. SE POURSUIT

Les élèves du C.E.T. de Marie-Galante poursuivent leur grève déclenchée lundi.

Après la manifestation organisée dans les rues de Grand-Bourg, l'ardeur des élèves n'a fait que se renforcer.

Leur colère est pleinement justifiée, quand on sait que depuis octobre, ils n'ont pas encore touché leurs bourses, alors qu'ils sont renvoyés lorsqu'ils n'ont pas de matériel.

Quant à la cantine, elle n'existe toujours pas, et, bon nombre d'élèves se "nourrissent", chaque midi, d'un sandwich mangé dehors...

Quant au matériel nécessaire aux différents enseignements, il fait cruellement défaut.

Jusqu'à présent, un refus catégorique a été opposé aux revendications des élèves. On ne leur promet rien avant ... 14 mois. Autant dire que l'administra-

tion choisit froidement de sacrifier deux générations d'élèves, cette année et l'an prochain.

La lutte des élèves du C.E.T. de Grand-Bourg, intervenant après celles du Lamentin, de Capesterre, de Morne-à-l'Eau, de Moule et, tout dernièrement, de celle de Baimbridge, révèle la grande misère des CET: pas de matériel, pas de professeurs ! et la répression comme seule réponse !

C'est là tout le mépris de l'administration pour les futurs travailleurs que sont les jeunes des CET.

D'une façon générale, c'est tout le mépris de l'état bourgeois colonialiste pour la classe ouvrière qui s'exprime au travers de la situation déplorable des lieux où se forment les ouvriers de demain.

à propos du match St Etienne - Bayern à qui profite le sport ?

Mercredi dernier se déroulait à Glasgow (Ecosse), la finale de la coupe d'Europe des clubs champions. Le match opposait l'AS St Etienne au Bayern de Munich. Tous les passionnés du ballon rond, et aussi les autres, étaient à l'écoute de leur transistor ou à l'affût de nouvelles sur le déroulement du match. Et comment d'ailleurs tout un chacun n'aurait-il pas été intéressé, de près ou de loin, à ce match, tant la presse et la radio nous rebattaient les oreilles depuis plus d'un mois de l'"exploit" de St Etienne parvenu en finale et de l'"importance" du match.

Tous les jours en effet nous pouvions suivre l'entraînement des Stéphanois, connaître leur menu quotidien, leurs états d'âme, leur santé, jusqu'à la moindre toux de tel ou tel joueur. Une émission spéciale sur l'histoire de l'AS St Etienne était diffusée sur les antennes de FR3.

Serait-ce que la passion du sport ait conquis nos directeurs de chaînes et de grands journaux, voire des hommes politiques ?

Le budget lamentable de la jeunesse et des sports renseignera tout de suite le

lecteur sur ce point.

Il y a surtout que les 11 de St Etienne sont vite devenus un très bon support publicitaire industriel et commercial, mais aussi politique.

L'AS St Etienne a bien contribué à redorer le blason de quelques gros en treprises telle Manufrance qui n'hésitent pas à financer l'équipe, ainsi que quelques grosses affaires touristiques et commerciales qui voient leurs bénéfices monter à chaque match joué à St Etienne.

Quant aux ministres dont Durafour, ils ont pu y aller de leur petite interview en direct, et Giscard a pu "montrer l'intérêt" qu'il portait à la chose sportive" en recevant l'équipe à l'Elysée. Tous ont eu là une belle occasion de faire vibrer la corde chauvine "bien française" d'une partie de la population française, avec les "p'tits-gars-qui-sont-si-bien-battus". D'autant plus que l'épreuve se déroulait contre une équipe allemande.

Aller nous dire après ça que le sport n'est pas, dans cette société, une affaire de gros sous et de politique.

un livre à lire "Je suis un fedayn"

de Mahmoud Issa alias Selim

Ce livre retrace l'histoire d'un commando palestinien (les Fedayn), luttant pour un état palestinien indépendant.

Au travers de ce témoignage, c'est toute l'histoire du peuple palestinien qui est décrite, leur expulsion, l'accaparement de leurs terres par Israël après la seconde guerre mondiale, leur misère dans les camps de réfugiés, sous la tente la vie de paria qu'Israël et l'impérialisme les obligent à mener depuis près de 40 ans.

L'on voit aussi comment se forge la conscience nationaliste des Palestiniens, depuis la tendre enfance, et comment, dès cet âge, ils sont volontaires pour des camps d'entraînement destinés à faire d'eux de futurs commandos.

L'auteur nous fait vivre un attentat commis dans un aéroport par lui et un autre commando, leur arrestation et leur procès à Athènes. Ainsi ces hommes dont on entend souvent parler à la radio lors d'un attentat, nous apparaissent avec leurs sentiments, leurs espoirs, leurs

craintes comme des êtres humains et non pas comme des espèces de machines à tuer. telles que la presse bourgeoise nous les présente.

Selim, est un musulman comme tant d'autres, avec ses préjugés sociaux, familiaux, ses conceptions féodales sur les femmes, traditionaliste sur bien des points, bien qu'il prétende se référer au marxisme comme tous les chefs de la résistance palestinienne.

Mais la lutte des Palestiniens qui est axée sur le terrorisme, lutte purement nationaliste n'a rien à voir avec le marxisme. Le terrorisme aveugle, s'il a permis de poser à la face du monde le problème palestinien, n'est pas la voie qui permettra aux peuples colonisés de se libérer.

Malgré tout, ce livre nous permet de mieux comprendre pourquoi des hommes en sont arrivés à considérer le terrorisme comme seule action pouvant les faire sortir de l'oubli, comme unique possibilité d'attirer sur les yeux du monde.

EDITORIAL

suite

que toutes les lois sociales appliquées en France soient intégralement appliquées ici, sans restrictions et sans condition.

Si le gouvernement français n'en est pas capable, s'il ne peut pas donner du travail aux jeunes, aux chômeurs, ici même, eh! bien! qu'il nous laisse libres de nous diriger comme bon nous semble.

métayer - cambrefort NON A L'AUGMENTATION DES TACHES.

Au lendemain de la grève de février, la direction essaya de procéder à une augmentation considérable des tâches.

Pour les engrais par exemple, elle voulut imposer 15 sacs, alors qu'avant la grève nous en faisons 10. Nous avons refusé en faisant une grève.

De même, le patron voulut nous imposer de mettre 450 "cirés", puis 325 au lieu de 250 ou 275 que nous faisons avant. Nous avons également refusé.

Finalement nous mettons maintenant 300 "cirés" et nous semons 13 sacs d'engrais.

Il nous faudra encore lutter pour revenir aux conditions de travail d'avant la grève.

BOCATO à Goyave SE FACHE... MAIS LA JOURNÉE DU 1er MAI EST CHOMÉE ET PAYÉE.

Le vendredi 30 avril, Bocato nous demanda de venir travailler le lendemain 1er mai. Il menaçait même les travailleurs qui oseraient s'absenter. Il a cru que comme l'an passé, nous nous serions laissés prendre au piège de la journée du premier mai payée double.

Le premier mai, personne n'était sur sa plantation.

L'orgueil de cet exploitateur fut blessé et, lundi 3 et mardi 4 encore, il refusa de nous payer disant qu'il a le droit de nous payer quand cela lui plaît puisque nous travaillons quand nous le voulons.

Encore un exemple qui montre bien la mentalité d'esclavagiste de ce petit potentat !

CAMARADE

prend contact avec Combat Ouvrier à la permanence de Fort-de-France

40, rue Jules Verne

Terres-Sainvilles

ouverte le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 16h45 à 17h45.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : M.E. ZOROR
COMMISSION PARITAIRE N°51728
RONEO DU JOURNAL : P.A.P.
CORRESPONDANT / G.BEAUJOUR
4ème supplément au mensuel n°51.